

**Avenant du 17 mars 2021**

à l'accord national professionnel du 1<sup>er</sup> juillet 2003  
relatif à la mise en place d'un régime de protection sociale complémentaire

NOR : ASET2150583M

IDCC : 247

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UFIMH,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FS CFTD ;**

**CMTE CFTC ;**

**THC CGT ;**

**CTH CFE-CGC ;**

**Pharmacie LABM FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3.1.1 intitulé « Définition de la garantie » est modifié comme suit :

« En cas de décès d'un salarié pour cause de maladie ou d'accident, il est versé, au choix de l'assuré :

- un capital décès (option 1) ;
- éventuellement assortie d'une rente éducation (option 2) ;
- ou une rente de conjoint (option 3).

Option 1 : versement d'un capital dont le montant est fixé à 100 % du salaire de référence.

Option 2 : versement :

- d'un capital dont le montant est fixé à 50 % du salaire de référence ;
- et d'une rente éducation d'un montant de :
  - 4 % du salaire de référence jusqu'au 10<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant ;
  - 6 % au-delà des 10 ans de l'enfant et jusqu'à son 17<sup>e</sup> anniversaire ;
  - 8 % au-delà des 17 ans de l'enfant et jusqu'à son 26<sup>e</sup> anniversaire au plus tard s'il poursuit des études.

Option 3 : versement d'une rente annuelle temporaire de conjoint dont le montant est fixé à 18 % du salaire de référence. Cette rente est versée jusqu'au départ à la retraite et, au plus tard, au 65<sup>e</sup> anniversaire de la personne bénéficiaire. »

## Article 2

Les dispositions de l'article 6 « Taux de cotisation » sont remplacées par :

« Le taux global de cotisation, en contrepartie des garanties, est fixé à 1,13 % de la tranche A. Il est réparti de la façon suivante :

	Cotisation totale	À la charge de l'employeur	À la charge du salarié
Décès, rentes	0,17 %	0,13 %	0,04 %
Incapacité de travail	0,37 %	–	0,37 %
Invalidité	0,59 %	0,435 %	0,155 %

## Article 3 | *Extension. Date d'effet*

Les parties signataires conviennent d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent accord.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

*Fait à Paris, le 17 mars 2021.*

(Suivent les signatures.)